

devons coordonner nos efforts pour réussir à juguler la dette publique. C'est pourquoi nous demandons aux Canadiens de payer une surtaxe fédérale un peu plus élevée, nous demandons aux Canadiens à revenu élevé de payer encore davantage et nous exigeons que les grandes sociétés payent plus d'impôts grâce à l'impôt sur les grandes sociétés. Beaucoup de changements ont été apportés à la taxe de vente fédérale, mais des changements ont aussi été apportés aux crédits remboursables sur la taxe de vente, pour compenser les Canadiens à faible revenu.

Notre ministre des Finances a soigneusement pesé ses options. Il a fait analyser considérablement les mesures visant les dépenses et les recettes, afin de présenter un budget juste et équilibré. Ce budget renferme beaucoup de questions complexes, mais la plus importante, c'est que tous les Canadiens feront leur part pour contribuer à maintenir le mode de vie qui leur est propre.

M. Vanclief: Monsieur le Président, je voudrais simplement adresser quelques observations au député d'Elgin (M. Monteith). Premièrement, je tiens à le féliciter de son premier discours à la Chambre.

Sachant que le député est très actif auprès du milieu agricole, j'ai remarqué avec intérêt la façon dont il a contourné la question de savoir comment le budget touchera réellement les agriculteurs et répondra aux préoccupations des agriculteurs au sud de la frontière canadienne. Tout ce que je puis dire, c'est que si le gouvernement a deux ou trois autres budgets pour s'attaquer à l'agriculture au Canada, comme il l'a fait dans ce budget, les règles du jeu seront équitables, mais elles le seront surtout pour les agriculteurs américains.

Le député a fait observer, par exemple, que le remboursement de la taxe sur l'essence demeurera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1990. Toutefois, il n'a pas dit aussi clairement qu'il aurait dû le faire, à mon avis, pour être juste envers les agriculteurs canadiens, que ceux-ci ne pourront pas demander un remboursement de la taxe à compter du 1er janvier 1990 et qu'ils perdront ainsi 100 millions de dollars par année.

J'aimerais savoir ce que les producteurs laitiers disent au député. Je sais que ceux de ma circonscription me disent que la gestion de l'offre est érodée. Pourrait-il faire quelques commentaires à ce sujet? Il pourrait peut-être aussi faire des observations sur les préoccupations des producteurs de porc. En ce moment même, les Américains insistent pour que soit affichée une caution de 3,5 cents la livre de porc réfrigéré et transformé que nous expédions vers les États-Unis. Je voudrais que le député nous dise ce que les producteurs agricoles de sa circonscription pensent à ce sujet. Sont-ils heureux de voir le

budget de la semaine dernière démanteler peu à peu nos programmes?

• (1610)

M. Monteith: Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question. Il a dit que les agriculteurs s'inquiétaient de voir le budget démanteler peu à peu nos programmes. Je tiens à lui rappeler que le gouvernement soutient l'agriculture. Jamais auparavant un gouvernement ne s'est ainsi mis en quatre pour l'agriculture. J'ai fait aujourd'hui une déclaration à la Chambre au sujet de la réglementation de l'importation des oeufs d'incubation et des poussins, et je crois que cela montre bien que le gouvernement soutient complètement la gestion de l'offre au Canada.

Le député a parlé du porc. Je sais que le gouvernement américain parle d'imposer ce cautionnement. Il ne l'a pas encore imposé, et je crois que le ministre fédéral de l'Agriculture (M. Mazankowski) a laissé entendre l'autre jour à la Chambre que le gouvernement du Canada y résisterait.

Mme Langan: Monsieur le Président, j'ai deux questions pour le député. Je tiens tout d'abord à le féliciter de son premier discours à la Chambre. Je suis passée par là.

Le député a dit que les provinces continueront à partager le coût du programme de garde d'enfants dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada. Le député ne s'accorderait-il pas à dire que le gouvernement fédéral devrait insister pour que tous les paiements de transfert aux provinces soient dépensés pour les services pour lesquels ils sont faits lorsqu'ils vont aux provinces?

Deuxièmement, j'ai été très heureuse d'entendre le député dire que le gouvernement soutient l'agriculture. Je rencontre régulièrement les producteurs laitiers de ma circonscription. En fait, ils s'inquiètent énormément du fait que des centaines de litres de lait américain entrent chaque jour au Canada. On est censé imposer un droit sur ce lait, mais en fait, le ministère du Revenu national n'impose aucun droit sur ce lait qui traverse la frontière et qui a une incidence sur l'activité des producteurs laitiers de la vallée du Fraser. Le député pourrait-il nous dire ce qu'il en pense?

M. Monteith: Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de ses observations sur mon premier discours à la Chambre. Je suis convaincu qu'elle a éprouvé le même trac.

La députée a parlé de la garde d'enfants. La responsabilité en la matière incombe bien sûr aux provinces, mais le gouvernement fédéral s'est engagé, par le truchement du Régime d'assistance publique du Canada, à poursuivre